

Synthèse des avis de la consultation des acteurs institutionnels et du public préalable à la mise en place d'une zone à faibles émissions (dite juridiquement zone à circulation restreinte) dans le périmètre de l'intra A86



SYNTHESE DES AVIS Ville de L'Haÿ-les-Roses

Cette synthèse a été réalisée sur la base des 38 avis recueillis entre le 8 octobre et le 12 novembre 2019 (dont 33 en ligne et 5 sur le registre papier) conformément à l'arrêté de la Ville de L'Haÿ-les-Roses définissant les modalités de consultation du public relative au projet de Zone à Faibles Emissions (ZFE), dite juridiquement Zone à Circulation Restreinte (ZCR). A noter que deux contributions en ligne n'ont pu être comptabilisées, en effet elles ne comportaient aucun avis mais simplement les coordonnées du contributeur. 37 contributeurs déclarent résider sur la commune, un seul est extérieur à la commune.

Est également présentée dans ce document, la synthèse des avis des acteurs institutionnels.

1. Synthèse des avis du public

Sur les 38 avis recueillis, les contributeurs sont défavorables à la mesure pour plus de la moitié d'entre eux, avec parfois quelques réserves. Un peu moins de la moitié des contributeurs se déclare quant à elle favorable à la mesure, avec parfois des réserves, ou exprime un avis neutre.

Les contributeurs favorables au projet

S'interrogent sur le coût de remplacement des véhicules et les mesures d'accompagnement, qu'ils souhaitent voir renforcées. Ils sont également demandeurs d'un projet plus ambitieux. Un contributeur estime par ailleurs que le développement en parallèle de modes alternatifs à la voiture est indispensable à la mise en place de la mesure. Certains s'inquiètent des impacts économiques de la mesure, notamment sur les petites entreprises, ou s'interrogent sur son périmètre et sur la non prise en compte notamment de l'A6. D'autres soulignent son impact positif sur la santé. Enfin, deux contributeurs proposent des alternatives ou des compléments à la ZFE : prise en compte du nombre de kilomètres parcourus, suppression de voies sur l'autoroute A6...

Les contributeurs défavorables au projet

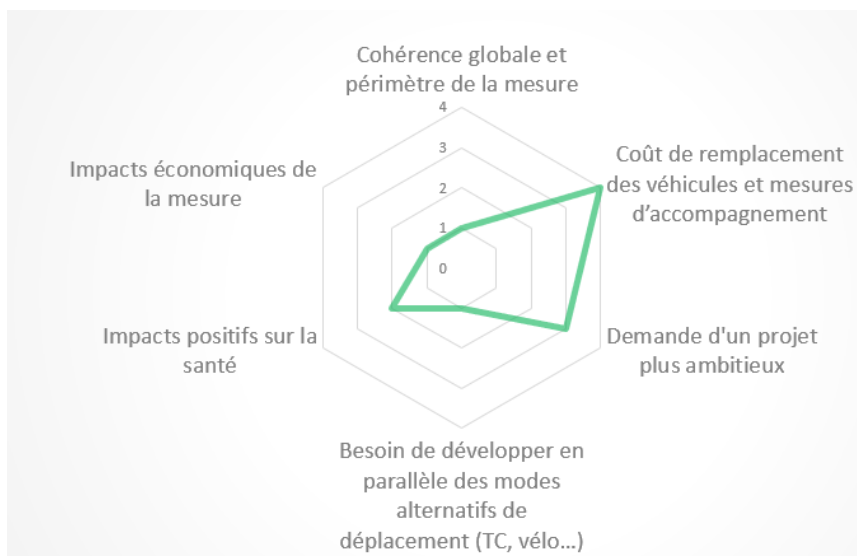
Dénoncent principalement la faiblesse des mesures d'accompagnement prévues et considèrent que la mesure ne tient pas assez compte des impacts sociaux. Ils exposent par ailleurs des doutes relatifs au caractère positif de la mesure sur l'environnement et au caractère polluant des véhicules concernés, ainsi qu'à la classification Crit'Air. Certains soulignent l'absence de solution alternative à la voiture. On note également des remarques sur la méthode de concertation, les impacts économiques de la mesure et sur le périmètre de cette dernière. Les exemptions de véhicules font l'objet de critiques, un contributeur les trouvant injustifiées. La date de démarrage ainsi que le déploiement des étapes à venir sont jugés trop précipités, tandis que les jours et horaires paraissent inadaptés à certains.

Avertissement : « Ce rapport réalise la synthèse des avis exprimés de façon spontanée par les habitants ou usagers. Il ne constitue pas un sondage représentatif du point de vue des habitants de l'ensemble de la commune. »

2. Analyse des avis du public

2.1 Les avis favorables ou favorables sous réserve

Les arguments favorables au projet ou favorables sous réserve



Les contributeurs favorables au projet sont demandeurs de plus d'ambition

“

Je soutiens à 300 % cette initiative.

C'est un premier pas bien timide compte tenu de l'urgence.

- **La plupart des contributeurs favorables au projet s'interrogent sur le coût de remplacement des véhicules et les mesures d'accompagnement, qu'ils souhaitent voir renforcées :** « Le remplacement des véhicules est coûteux et les aides sont faibles / A condition d'accorder à leurs utilisateurs une aide substantielle pour le remplacement de ces véhicules par d'autres [...] avec une surprime en cas d'achat neuf de véhicules fabriqués dans des usines implantées en France / Il est urgent que cette mesure s'accompagne d'une ample information sur les possibilités d'aide à l'acquisition de véhicules moins polluants. Cette information, faite par les communes voisines fait complètement défaut à L'Hay, privant les L'Hayssiens des aides auxquelles ils ont droit / Il me semble indispensable de développer le dispositif d'aides financières déjà en vigueur afin que les propriétaires des véhicules qui ne pourront plus rouler soient aidés de façon proportionnée à leurs moyens. »
- **Ils sont également demandeurs d'un projet plus ambitieux :** « Cet arrêté me paraît être un minimum / C'est un premier pas bien timide compte tenu de l'urgence liée à la pollution de l'Ile de France / Si on veut un jour se débarrasser des voitures diesel et essence, il faut commencer par les interdire. »
- **Un contributeur estime par ailleurs que le développement en parallèle de modes alternatifs à la voiture est indispensable à la mise en place de la mesure :** « Prévoir des aménagements pour les véhicules prioritaires : transports en commun, services de secours, véhicules municipaux d'entretien, taxis, ... »
- **Certains contributeurs s'inquiètent des impacts économiques de la mesure, notamment sur les petites entreprises, ou s'interrogent sur son périmètre :** « Prendre en considération les cas des

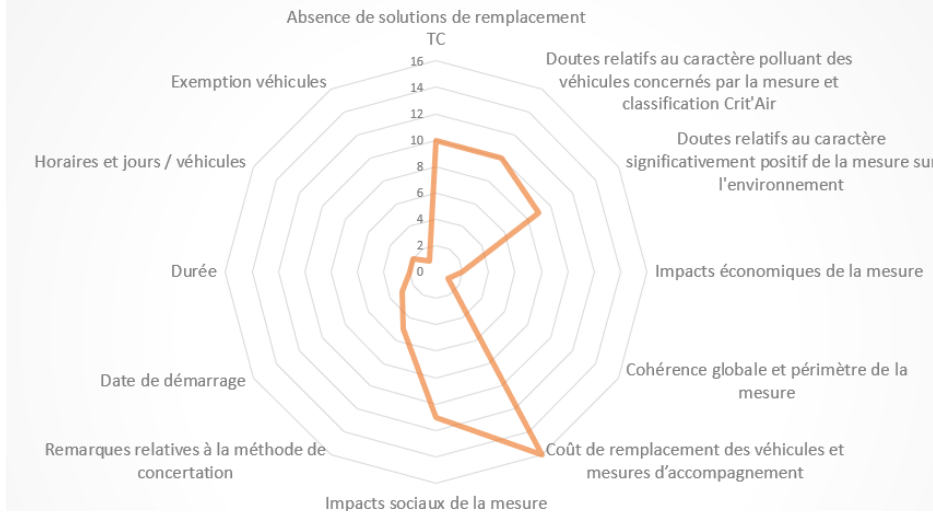
petites structures participant à la vie économique de la ville : artisans, PME, commerçants sédentaires ou des marchés / Quelles dispositions pour la circulation sur l'autoroute A6 particulièrement intense dans la traversée de l'Hay les Roses et source d'une grande partie de la pollution atmosphérique et sonore sur le secteur ? »

- **D'autres soulignent son impact positif sur la santé :** « La limitation de circulation des véhicules les plus polluants est donc une nécessité sanitaire indispensable / Ce dispositif est reconnu comme particulièrement efficace pour réduire les émissions de polluants provenant du trafic routier, améliorer la qualité de l'air et garantir aux habitants de respirer un air qui ne nuise pas à leur santé. »
- **Enfin, deux contributeurs proposent des alternatives ou des compléments à la ZFE :** « Il faudrait dès 2020 supprimer une voie de l'autoroute A6 dans chaque sens. Puis ensuite en supprimer 2 autres afin de revenir à une autoroute "normale" à 3 voies dans chaque sens au maximum. Sur la surface ainsi libérée créer une "coulée verte" arborée. Agir pour développer le ferroutage afin de limiter le trafic des poids lourds / Des aménagements de critères pour les faibles kilométrages. [...]. Plutôt qu'une interdiction de circuler, un bonus/malus à la pollution donc consommation de carburant... et donc une bonification pour l'usage des véhicules non polluants. »



2.2 Les avis défavorables ou défavorables sous réserve

Les arguments défavorables au projet ou défavorables sous réserve



Les contributeurs défavorables au projet dénoncent une mesure jugée injuste et discriminatoire

« **Interdire la circulation de certains véhicules est une mesure discriminatoire vis-à-vis de leurs propriétaires** »

- **Les contributeurs défavorables au projet dénoncent principalement la faiblesse des mesures d'accompagnement prévues et considèrent que la mesure ne tient pas assez compte des impacts sociaux :** « Pour les élus de «brasser de l'air», en pénalisant les ménages les plus pauvres / Et en ce qui concerne les aides à la transition... pour en obtenir une il faut déjà remplir des critères complètement impossibles / Comment font les personnes à revenus modeste pour acquérir et financer ces nouveaux véhicules ? / Manque d'informations et aussi absence de mesures d'accompagnement »
- **Ils exposent des doutes relatifs au caractère positif de la mesure sur l'environnement et au caractère polluant des véhicules concernés, ainsi qu'à la classification Crit'Air :** « Certains véhicules sont plus polluants que d'autres alors qu'ils sont plus récents / La fabrication des voitures électriques est énormément consommatrice de CO2 / De petites voitures anciennes mais roulant peu et parfaitement entretenues, peuvent être moins polluantes que des gros véhicules neufs »
- **Certains soulignent l'absence de solution alternative à la voiture (Transports en commun, ...):** « L'on ne peut pas tout faire avec Navigo / Les transports en commun ont de grandes lacunes / La banlieue est mal desservie par les transports en commun »
- **On note également des remarques sur la méthode de concertation, les impacts économiques de la mesure et sur le périmètre de cette dernière :** « Il faut chercher l'adresse réelle de la consultation. J'espère que ce n'est pas volontaire pour limiter les avis non favorables / Demande une réflexion très approfondie et une grande concertation avec la population / Je trouve que cette consultation par internet n'est pas du tout appropriée par rapport à l'enjeu / Comment vont faire les commerçants qui viennent sur les différents marchés de nos communes avec des camions ? Que va devenir le MIN de Rungis ? »
- **L'association des Castors du Jardin Parisien propose sa contribution :** « L'association s'inquiète de l'impact que cela pourrait avoir sur les foyers les moins aisés qui ont de vieux véhicules. [...] Faute de transports en commun efficaces, les l'Hayssiens, seraient directement touchés. [...] Quelle est la pertinence du classement Crit'Air ? [...] Les dispositifs d'aides au remplacement des véhicules polluants ne sont pas connus. [...] L'offre de véhicules propres reste très insuffisante et onéreuse. [...] C'est une mesure socialement injuste. Sans aides importantes, revoir le calendrier de mise en œuvre serait à évaluer »



Focale sur les arguments relatifs à l'arrêté et au calendrier à venir

- **Les exemptions de véhicules font l'objet de critiques, un contributeur les trouvant injustifiées:** « Cet arrêté est injuste dans la mesure où il y a beaucoup d'exceptions sur la circulation des véhicules non classés ou Crit'Air 5. »
- **La date de démarrage ainsi que le déploiement des étapes à venir sont jugés trop précipités pour un certain nombre de contributeurs :** « Ce qui est plus inquiétant, c'est que l'interdiction ne se limitera pas longtemps aux "Crit'Air 5" : il est prévu à court terme l'interdiction des vignettes 3 / Irresponsable de supprimer l'autorisation de rouler à si brève échéance / Attendre l'ouverture de la station de métro de l'Hay. »
- **Un contributeur juge les horaires et jours de circulation, inadapté à ses besoins :** « Cette mesure, je la trouve d'autant plus injuste car elle supprime mon autonomie pour aller "m'aérer" et sortir de chez moi en semaine. »

2.3 Le point de vue des contributeurs « neutres » ou qui n'expriment pas clairement leur adhésion ou leur opposition à la ZFE

- **Les contributeurs n'exprimant pas clairement leur adhésion ou leur opposition à la ZFE s'expriment principalement sur les différentes façons de réduire la pollution atmosphérique, ainsi que la place de la voiture en ville :** « *Le grand Paris c'est aussi tous les mauvais côtés du stress de la vie Parisienne qui vient à nos portes. Je résidais déjà à l'HAY LES ROSES il y a plus de 45 ans et alors il n'y avait pas de voitures garées sur les trottoirs de chaque côté de la voie [...] Moi je proposerais la mesure d'une voiture maximum par foyer et des taxes dans le cas contraire. Taxer également les personnes laissant leur voiture sur la voie s'ils peuvent faire autrement. A l'inverse des primes pour les ménages utilisant peu leur*

véhicule et privilégiant les transports en commun pourrait inciter la population à plus de civisme / Contre le bétonnage. Pour une autre façon d'appréhender le changement climatique et la biodiversité : Respect des espaces verts du patrimoine existant. Commencer d'abord par les mesures dites d'accompagnement. Il n'existe aucune borne de recharge électrique à l'HAY les Roses. Les aides au changement de véhicule thermique doivent concerner tous les habitants sans distinction, pas seulement ceux qui ne sont pas imposables. Mis en place de moyens de déplacements gratuits dans toute la zone concernée. »

Synthèse des avis des acteurs institutionnels

Au terme de la consultation des acteurs institutionnels, 6 avis ont été réceptionnés par la ville de L'Haÿ-les-Roses.

Ile-de-France Mobilités en qualité d'autorité organisatrice des transports, consultée sur le projet d'arrêté instaurant une ZCR à L'Haÿ-les-Roses, a transmis à titre d'information sa délibération en date du 13 février 2019 portant un avis sur les projets d'arrêtés des communes qui l'ont saisi avant le 12 février. N'envisageant pas de nouvelle délibération pour rendre un avis notamment sur le projet de L'Haÿ-les-Roses, l'avis précité n'a donc pas été versé au dossier de consultation du public.

Les autres avis simples non rendus dans les 2 mois sont réputés favorables.

- **Avis conforme - le Préfet du Val-de-Marne émet un accord sur le projet de ZCR.** Il indique que ce projet est indispensable à l'amélioration de la qualité de l'air en Ile-de-France, celle-ci faisant l'objet de contentieux entre la France et l'Union Européenne, au niveau national et régional pour manquement au respect des seuils sanitaires et insuffisance des politiques publiques correctrices.
 - Les radiales du réseau routier national incluses dans le périmètre intra A86 ont vocation à être intégrées dans les ZCR, considérant l'intégration du périphérique dans la zone à circulation restreinte parisienne depuis le 1^{er} juillet 2019.
 - La Rocade A86 et ses bretelles d'entrée /sortie seront exclues de la ZCR pour assurer les continuités d'itinéraire de transit et la capacité à contourner l'agglomération. Les itinéraires permettant de sortir/accéder à l'A86 seront exclus également pour garantir aux usagers la libre circulation. Les communes traversées par l'A86 devront lister dans leur arrêté les voies exclues du dispositif.
 - S'agissant des besoins de délestage ou de déviation du trafic suite à un accident/incident sur le réseau routier national, il indique la nécessité de pouvoir suspendre provisoirement les restrictions de circulation, sur les itinéraires de délestage ou déviation pendant la durée des mesures, afin de préserver la fluidité du réseau.
 - Il précise que les restrictions de circulation correspondantes devront prendre effet après prise des arrêtés et mise en place des signalisations directionnelle et de police correspondantes.
- **Avis simple : S'agissant des voies du réseau routier national (Autoroute A6a et A6b) dont la Direction des routes Ile-de-France est gestionnaire, celle-ci rend un avis favorable** à la création d'une ZCR sur la commune de l'Haÿ-les-Roses, **sous réserve** de prise en compte des remarques suivantes :
 - Considérant l'intégration du périphérique dans la ZCR parisienne (Crit'Air 5 et non classé) à compter du 1^{er} juillet 2019, l'intégration des « radiales » du réseau routier national dans le périmètre intra-A 86 et traversant L'Haÿ-les-Roses (A6a et A6b) apparaît cohérentes car celles-ci se connectent sur le boulevard périphérique parisien.
 - La nécessité, dans le cas d'évènements sur l'A86 nécessitant un délestage ou une déviation de trafic renvoyant l'ensemble des véhicules vers le boulevard périphérique, de suspendre les restrictions de circulation dans la ZCR ainsi que les dispositifs de contrôles inerrants, sur les itinéraires de délestage ou de déviation.
 - Les restrictions de circulation correspondantes devront prendre effet après prise des arrêtés et mise en place des signalisations directionnelles et de police correspondantes sur le terrain.
- **Avis simple – Courrier du Conseil départemental du Val-de-Marne (CD 94) qui rend un avis consultatif sur le projet de ZCR.** Il rappelle les enjeux de concentration des polluants atmosphériques en Ile-de-France et plus particulièrement dans le Val-de-Marne ainsi que son engagement pour la réduction de l'impact du trafic sur la qualité de l'air. Le département tient à réaffirmer l'urgence à agir en faveur d'une amélioration de la qualité de l'air ainsi que son positionnement en faveur de la mise en place d'une ZCR « juste, progressive, concertée et accompagnée ». Le CD94 précise que des éléments complémentaires auraient gagné à être inclus dans le dossier de consultation pour pouvoir évaluer toute la pertinence et le caractère adapté de la mesure :
 - Des éléments relatifs aux dispositifs d'aide à la conversion des véhicules. Le CD 94 indique que ce point est essentiel afin d'accompagner les particuliers/salariés les plus modestes et regrette que le dossier de consultation ne mentionne pas les dispositifs existants, ni leur éventuelle mise en cohérence. Le CD 94 tient à l'ouverture de ces dispositifs également aux salariés et indépendants travaillant dans la ZCR.
 - Le Département note que le calendrier annoncé pour la mise en place des différentes étapes de la ZCR ne tient pas compte de celui de mise en service d'infrastructures majeures de transports publics telle

que les lignes 14 et 15 du Grand Paris Express dont la mise en service est annoncée à l'horizon 2024-2025. Il constate également que le dossier de consultation n'intègre aucune vision stratégique pour développer des infrastructures favorisant des modes actifs de déplacement. Il précise que si la zone de circulation appliquée aux véhicules Crit'Air 5 n'aura qu'un impact limité sur la fréquentation du réseau, la mise en œuvre des étapes ultérieures de la ZCR pourrait entraîner une hausse conséquente de la fréquentation du réseau de transports, pouvant causer d'importantes dégradations de l'offre de transport.

- Le Département regrette que la mise en place de la ZCR ne s'accompagne pas d'une stratégie contribuant au rééquilibrage Est-Ouest de l'habitat-emploi permettant de réduire les besoins et les distances domicile-travail.
- Le CD 94 signale l'absence d'éléments présentant les impacts socio-économiques de cette ZCR nécessaires à l'identification des mesures de compensation et d'accompagnement adéquates. Le Département souligne que la démarche ne peut aboutir sans l'adhésion de la majorité des villes.
- Il indique que l'Etat s'est engagé, dans le cadre du projet de loi d'orientation des mobilités, à mobiliser tous les leviers visant à accompagner les collectivités dans le déploiement de ces zones à faibles émissions. Or ces moyens (financiers, humains ou réglementaires) ne sont à ce jour pas garantis pour les collectivités qui projettent une ZCR.

- **Avis simple - La Chambre de Commerce et d'Industrie départementale du Val-de-Marne (CCI 94) émet un avis réservé sur le projet de création d'une ZCR.** Si elle approuve la démarche ainsi que l'esprit des mesures proposées, qui sont de nature à répondre aux enjeux climatiques et au problème de santé publique que représente la pollution atmosphérique, elle alerte sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des impacts d'une telle mesure sur les entreprises. La CCI 94 mentionne de nombreuses contraintes pesant sur les entreprises (réduction des voies de circulation, diminution des espaces de livraison, restriction de circulation...) s'accumulant dans une temporalité ne leur laissant que peu de temps pour s'adapter.

- Elle souhaite une harmonisation des arrêtés ZCR concernant l'article 2 présentant la liste des véhicules à caractère prioritaire bénéficiant d'une dérogation.
- Elle demande une clarification des modalités de mise en œuvre des mesures dérogatoires prévues pour certaines activités économiques ainsi que l'étude des dispositions complémentaires pour les entreprises les plus fragiles. Elle approuve l'établissement d'une liste dérogatoire pour certaines catégories de véhicules professionnels.
- Concernant les véhicules d'approvisionnement des marchés, la CCI note que les commerçants vivent rarement dans les communes des marchés où ils débattent, et doivent donc traverser des communes avoisinantes potentiellement concernées par la ZCR pour s'y rendre. En conséquence, elle demande que soit étudié un système d'habilitation unique pour tous les professionnels approvisionnant les marchés (« abonnés » ou « passagers »), valable pour l'ensemble des communes de la ZCR. Elle propose de rendre valable sur toutes les communes de la ZCR une habilitation délivrée par l'une d'entre-elles, prévoir une habilitation au niveau métropolitain, etc. La CCI souligne en outre l'importance d'une modernisation des équipements de marché (installation de bornes de recharges électriques notamment) afin d'accompagner le processus de modernisation du parc de véhicules des commerçants.
- La CCI 94 estime nécessaire d'étudier un système de dérogation destiné aux TPE/PME les plus fragiles, ne disposant pas de la capacité financière pour remplacer un véhicule.
- Elle approuve le choix du périmètre métropolitain retenu pour la ZFE. Elle regrette que certaines communes du périmètre aient décidé de ne pas prendre d'arrêté ZCR et que les modalités d'exclusion des voies, au-delà de l'A86 pour les communes partiellement concernées par la ZFE Métropolitaine, ne soient pas harmonisées. Elle souligne que cela nuit à la compréhension et à la cohérence de l'ensemble.

La CCI 94 préconise l'exclusion de toutes les voies au-delà de l'A86 et demande que les villes traversées par cette dernière excluent du dispositif l'A86 et ses bretelles d'accès ainsi que les itinéraires de substitution en cas de fermeture totale/partielle.

- La CCI fait part de sa préoccupation sur le calendrier des futures interdictions, compte tenu des impacts sur les entreprises. C'est pourquoi elle demande l'élaboration d'études socio-économiques à l'échelle métropolitaine et, leur mise à disposition des acteurs locaux concernés. Ceux-ci pouvant ainsi être en capacité d'évaluer les impacts des différentes étapes de restriction sur les entreprises. La visibilité du calendrier constitue la condition pour les entreprises d'anticiper leurs investissements. La CCI fait part de l'offre encore insuffisante de véhicules propres adaptés aux besoins des entreprises, du maillage parcellaire des bornes d'approvisionnement en énergies alternatives.
- Elle préconise la mise en place d'un plan d'accompagnement ambitieux, mis en place par les collectivités concomitamment à la mise en place de la ZCR, afin d'informer et d'accompagner les professionnels. Il est souhaité que ces mesures d'accompagnement fassent l'objet d'une concertation intercommunale et soient pensées à l'échelle régionale.

- La CCI 94 demande qu'une concertation soit prévue lors de la mise en œuvre de la ZCR, afin d'analyser les impacts et permettre des ajustements. Elle préconise une instance de suivi à l'échelle métropolitaine, associant notamment les représentants des professionnels
- **Avis Simple : La Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val-de-Marne** (CMA 94) partage les objectifs de réduction de la pollution et d'amélioration de la qualité de vie dans les communes du Val-de-Marne. Cependant, elle formule six préconisations pour une mise en œuvre de la ZCR compatible avec le fonctionnement des entreprises artisanales :
 - Elle demande une clarification du processus de dérogation pour les activités économiques, sur la forme (vignette, courrier...) et sur les justificatifs à présenter par le professionnel en cas d'éligibilité à cette dérogation. Plus particulièrement concernant la dérogation des véhicules d'approvisionnement de marchés, la CMA invite à s'appuyer sur la carte professionnelle de « marchand ambulant ». La CMA 94 s'interroge également sur l'autorité compétente qui délivrera les dérogations pour les professionnels du déménagement, ainsi que les délais d'instruction.
 - La CMA 94 préconise une harmonisation des modalités d'exclusion des voies pour les communes partiellement incluses dans le périmètre A-86.
 - Elle souligne la nécessité d'élargir les dérogations prévues pour les professionnels n'ayant pas la capacité financière de remplacer leur véhicule Crit' Air 5 ou non classé.
 - Sur la nécessité de faire connaître les dispositifs d'aides au remplacement des véhicules polluants, elle insiste sur le rôle essentiel des collectivités, des organismes consulaires et des fédérations de professionnels dans le processus d'information des entreprises.
 - Elle préconise la mise en place d'une instance de suivi, à l'échelle métropolitaine pour analyser les impacts de la ZFE et proposer des ajustements le cas échéant.
 - La CMA 94 alerte sur l'interdiction complète des véhicules diesel en 2024 dans la ZFE étant entendu qu'une grande majorité des véhicules utilitaires sont des diesels. Elle indique que les alternatives moins polluantes sont rarement adaptées aux besoins des professionnels. Elle alerte également sur la nécessité d'adapter le réseau d'avitaillement en parallèle à l'évolution du parc de véhicules.

Avis simples des communes limitrophes

- **Par courrier, la commune de Fresnes** précise qu'elle ne sera pas en mesure de délibérer sur le projet de ZCR de l'Haÿ-les-Roses dans le délai imparti par la procédure de consultation. Elle indique néanmoins avoir fait le choix d'instaurer la ZCR sur l'ensemble de son territoire. Cette mesure ne sera toutefois applicable qu'à la condition d'étendre aux Crit'Air 1 et 2 les aides à l'achat de véhicules moins polluants, de mettre en place une politique en faveur d'alternatives à l'automobile, ainsi que d'inclure l'autoroute A86 dans le périmètre de la ZFE.